

LA GEOPOLITIQUE DU GAZ SE JOUE AUSSI SUR LES MERS ET LES OCEANS

Le gaz naturel est la seule énergie fossile en croissance dans le monde qui sera en mesure d'accompagner le développement des énergies renouvelables. La part du gaz naturel liquéfié (GNL) sur les marchés internationaux est en forte augmentation et la flexibilité qu'il offre en fait un outil géopolitique sur la scène énergétique internationale, qui nécessite de sécuriser les flux maritimes qui y sont associés

La souveraineté énergétique européenne doit se mesurer à l'échelle de la dépendance actuelle et future de l'ensemble des 27 pays de l'Union européenne.

Notre indépendance énergétique repose certes sur le développement du nucléaire et des énergies renouvelables, mais également sur la diversification des approvisionnements énergétiques en hydrocarbures. A la lumière des conséquences de la tragédie que vit actuellement l'Ukraine, l'Europe prend conscience de sa dépendance excessive au gaz russe, qui représente 40% de ses importations, essentiellement par gazoducs (170 Gm³) avec un complément sous forme de GNL (15 Gm³)

La composante maritime du marché du GNL dans le monde n'a cessé de progresser ces vingt dernières années et représente désormais avec près de 500 Gm³ par an, 50% de l'ensemble du gaz commercialisé dans le monde. Cette tendance devrait s'accroître, à la fois parce que le gaz va continuer de se substituer au charbon et au pétrole dans les mix énergétiques des pays consommateurs, mais aussi du fait de l'éloignement géographique des sources de gaz par rapport aux marchés. De grands acteurs en Asie (Australie), au Moyen Orient (Qatar) ou en Afrique (Nigéria et Mozambique) sont en effet éloignés de leurs débouchés. Enfin le GNL est le meilleur moyen de diversifier les sources d'approvisionnement, avec cette capacité d'arbitrer entre les destinataires pour satisfaire les besoins prioritaires en fonction des situations géopolitiques ou météorologiques.

Le besoin de sécurisation des espaces maritimes d'exploitation et de transport du GNL va naturellement s'accroître. Les forces maritimes européennes devront renforcer la coordination de leurs actions comme elles ont su le faire ces dernières années dans l'océan Indien avec la mission *Atalanta* ou dans la péninsule arabique avec la mission *Agénor*.

Cette "brève" a vocation à apporter un éclairage sur quatre théâtres d'opération maritimes aux caractéristiques contrastées : l'Indopacifique, l'Océan indien, le Golfe de Guinée et la Méditerranée orientale.

L'INDOPACIFIQUE

L'Indopacifique constitue aujourd'hui le marché du GNL à la fois le plus important et le plus prometteur avec 350 Gm³ par an sur les 500 commercialisés dans le monde.

Largement en tête de ces pays importateurs, on trouve le Japon et la Chine avec chacun autour de 100 Gm³, suivis de la Corée du sud (55 Gm³) et de l'Inde (35 Gm³).

Du côté des pays exportateurs de GNL, l'Indonésie et la Malaisie ont longtemps fait la course en tête avant d'être rejoints et dépassés par l'Australie, qui a rattrapé le Qatar comme premier exportateur mondial de GNL avec plus de 100 Gm³ par an.

Tous les pays de cette zone sont donc concernés en tant qu'exportateurs ou importateurs. Cette source d'énergie est trop importante pour tous les pays riverains pour imaginer une déstabilisation de ces marchés, pour lesquels la Russie a elle-même montré son intérêt commercial en ouvrant la route du Nord aux méthaniers en provenance de Sibérie.

L'OCEAN INDIEN

La production de gaz dans l'océan Indien était assurée dans les années 2010 par le Yémen et le Sultanat d'Oman. L'usine de liquéfaction de Balhaf au Yémen a interrompu son fonctionnement en 2016 suite à une situation insurrectionnelle non maîtrisée dans le pays. Les installations de production de gaz et de liquéfaction ont depuis été sécurisées, et pourront redémarrer le

moment venu, lorsque les conditions permettront d'opérer à nouveau en toute sécurité dans un cadre contractuel restauré. Le potentiel de production annuelle reste modeste, autour de 10 Gm³.

Le Mozambique, nouvel acteur dans le paysage gazier africain, a bénéficié de découvertes successives qui permettent d'envisager des perspectives de production et d'exportation très prometteuses. Avec des réserves estimées à plus de 4000 Gm³, trois projets sont actuellement envisagés : Mozambique LNG opéré par TotalEnergies, Coral-Sul opéré par l'ENI et Rovuma opéré par Exxon. Les deux premiers sont provisoirement suspendus pour des raisons de sécurité, le troisième est moins avancé et plus incertain. Le Mozambique jusqu'alors inexistant sur les marchés énergétiques a le potentiel de devenir à terme un acteur comparable au Nigéria avec une capacité annuelle d'exportation estimée d'au moins 30 Gm³ soit 25% des importations actuelles de GNL en Europe. Compte tenu du temps nécessaire au développement des gisements producteurs et des installations de liquéfaction, cette pleine capacité ne pourra être effective avant 5 à 10 ans.

Il existe dans le détroit du Mozambique un véritable enjeu sécuritaire à la fois terrestre pour les usines de liquéfaction et les installations portuaires destinées à l'accueil des méthaniers, et maritime pour les installations de production et la nécessité de protéger les mouvements des navires assurant le transport du GNL et la logistique. Il faudra concevoir un dispositif de sécurité *ad hoc*, à la mesure des risques d'actions terroristes, d'actes de pirateries ou de sabotage, d'autant que les territoires français de la zone et notamment Mayotte pourraient être utilisés comme bases de soutien logistique aux opérations d'exploration et de production.

LE GOLFE DE GUINEE

La zone du Golfe de Guinée devrait faire l'objet de toutes les attentions pour satisfaire les besoins d'approvisionnements en GNL de l'Union européenne.

Le Nigéria et l'Angola disposent de réserves gazières estimées à 5500 Gm³ alors que les exportations actuelles sont respectivement de 28 Gm³ et de 6 Gm³ par an. Cette production régionale de 34 Gm³ s'exporte à part égale vers les marchés européens et les marchés asiatiques. Ces derniers ont longtemps été les plus rémunérateurs, jusqu'à une augmentation récente des prix européens liée à la reprise économique post-Covid, à un hiver relativement froid et surtout aux tensions géopolitiques récentes. Ces pays disposent d'un réel potentiel d'accroissement de leur production.

Les méthaniers qui chargent aux embouchures de Bonny River (côté nigérian) et de Brass River (côté angolais) n'ont pas été pour le moment la cible des attaques de pirates, compte tenu à la fois d'un franc bord des navires supérieur à 15m et d'une vitesse de croisière qui monte à 20 nœuds.

Les pays européens les plus demandeurs en GNL importé que sont l'Espagne, l'Italie, la France et le Royaume Uni, auraient toutes les raisons à partager leurs capacités de surveillance et d'intervention pour protéger ces flux stratégiques entre le Golfe de Guinée et l'Europe.

LA MEDITERRANEE ORIENTALE

La Méditerranée a longtemps été marginale quant à la production d'hydrocarbures. Quelques gisements maritimes, notamment gaziers, ont été découverts puis mis en production en Tunisie, en Libye, en Egypte dans les années 70.

Les premières découvertes significatives ont été faites dans l'offshore israélien en 2009 (Leviathan) puis en 2011 (Tamar) dont les réserves estimées (740 Gm³) dépassent largement les seuls besoins d'Israël. Puis une découverte importante a été faite dans la ZEE chypriote avec Aphrodite (120 Gm³). Enfin en 2015, l'Egypte découvrait le gisement de Zohr (850 Gm³). Nous ne sommes probablement qu'au début d'une série de découvertes dans cette partie profonde de la Méditerranée qui pourrait également concerner à terme le Liban, les Territoires palestiniens et la Syrie.

D'ores et déjà, les réserves découvertes dépassent très largement les besoins des pays riverains et la question se pose du choix pour l'exportation des productions de gaz à venir.

L'alternative est la suivante : une exportation par gazoduc sous-marin qui relierait dans un projet commun Israël, Chypre et l'Egypte avec la Grèce puis l'Italie. Il s'agit d'EastMedGaz, un projet techniquement réalisable mais coûteux, qui pourrait également

susciter des tensions avec d'autres pays riverains notamment la Turquie.

La seconde option est l'exportation sous forme de GNL à partir d'usines de liquéfaction existantes en Egypte (Damiette et Ikdu) et sous-utilisées par manque de gaz, ou par une liquéfaction directe en mer à partir d'un ou plusieurs FLNG (Floating Liquefied Natural Gas). Les différentes productions sous-marines convergeraient vers ces complexes flottants pour être liquéfiées puis expédiées par méthaniers vers les marchés demandeurs, notamment européens. On imagine là encore que, quelle que soit la solution retenue, la sécurisation de la zone sera indispensable pour assurer la continuité des approvisionnements.

Les événements de ces dernières semaines, leur impact immédiat sur le prix des matières premières et les risques de pénurie qu'ils induisent, nous rappellent une fois de plus combien la sécurisation et la diversification des approvisionnements en hydrocarbures, en céréales et autres biens de première nécessité sont indispensables à nos économies. C'est dans les flux maritimes sécurisés et diversifiés que s'écrit notre avenir.

Jérôme Ferrier
Président d'honneur
Union internationale du gaz

LES FLUX DE GAZ NATUREL LIQUÉFIÉ DANS LE MONDE

